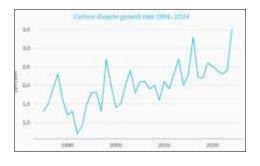
La crise climatique est-elle tassée ou sa crue réalité peinturée en rose ? **Avec l'indépendance c'est l'autre corne du taureau à prendre**

Il y a moyen de voir la crise climatique avec des lunettes roses comme le fait le « Emission GAP Report » de l'ONU qui vient d'être publié pour alimenter la COP30 du début novembre qui aura lieu dans ce qui reste de la jungle amazonienne épargnée jusqu'ici par la déforestation productiviste (bois de construction, culture du soja, élevage extensif de bovins, mines d'or, centrales hydroélectriques) et de plus en plus par les incendies résultant de sévères sécheresses :

Depuis l'adoption de l'Accord de Paris il y a dix ans, les prévisions de température ont baissé de 3 à 3,5 °C [où elles se situaient alors]. [...] Les projections relatives au réchauffement climatique au cours de ce siècle, basées sur la mise en œuvre intégrale des contributions déterminées au niveau national (CDN), sont désormais de 2,3 à 2,5 °C, tandis que celles basées sur les politiques actuelles sont de 2,8 °C. À titre de comparaison, le rapport de l'année dernière faisait état de 2,6 à 2,8 °C et 3,1 °C. [...] Les technologies à faible émission de carbone nécessaires pour réduire considérablement les émissions sont disponibles. Le développement de l'énergie éolienne et solaire est en plein essor, ce qui réduit les coûts de déploiement. Cela signifie que la communauté internationale peut accélérer l'action climatique, si elle le souhaite. Cependant, pour parvenir à des réductions plus rapides, il faudrait naviguer dans un environnement géopolitique difficile, augmenter considérablement le soutien aux pays en développement et repenser l'architecture financière internationale.

Sauf que l'autre rapport de l'ONU préparé pour la COP30 de Belém, soit la « Mise à jour sur l'état du climat mondial 2025 » de L'Organisation Météorologique Mondiale (OMM) avoue, conformément à la courbe de Keeling de la NOAA que non seulement « [l]es concentrations des trois principaux gaz à effet de serre dans l'atmosphère — le dioxyde de carbone (CO2), le méthane (CH4) et l'oxyde nitreux (N2O) — ont atteint des niveaux records en 2024 », ce qui n'étonnera personne, mais surtout que « [l]'augmentation de la concentration [du CO2] entre 2023 et 2024 était de 3,5 ppm, une augmentation record dans l'histoire récente des observations. »



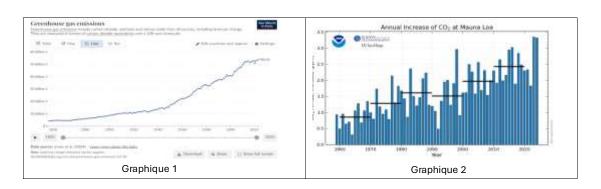
Il y a entre ces deux informations contradictoires une différence statistique politiquement déterminée dans un contexte compétitif capitaliste-impérialiste. La statistique mesurant la densité du gaz carbonique dans l'atmosphère est directe donc scientifiquement rigoureuse à moins de faire l'hypothèse de tricherie de la part des gens de science. Heureusement, on en est pas encore là : Trump est plutôt à couteaux tirés avec les scientifiques mais qui dit que Trump ne cessera pas de publier les données qui l'embêtent. Cette statistique, par définition, ne peut être que globale sans rien oublier ni soustraire mais en contrepartie sans possibilité de segmentation géographique ou sectorielle. Tel n'est pas le cas des statistiques des CDN colligées par les gouvernements nationaux selon un protocole de l'ONU luimême sous la gouverne des États dont les plus puissants sont plus égaux que les autres. Sont mises de côté les émanations de CO2 des incendies de forêt de plus en plus importantes, sous prétexte qu'elles sont un phénomène « naturel », et celles militaires dont celles provenant des guerres aussi en forte croissance, sous prétexte de « sécurité nationale ». Ajoutons-y les statistiques douteuses fournies par les entreprises bien au fait des processus industriels que bien souvent les fonctionnaires ignorent et bien motivées à minimiser leurs méfaits. Comme crème sur ce gâteau empoisonné, les statistiques des CDN mesurent non pas la réalité mais de bonnes intentions dont certaines sont conditionnelles.

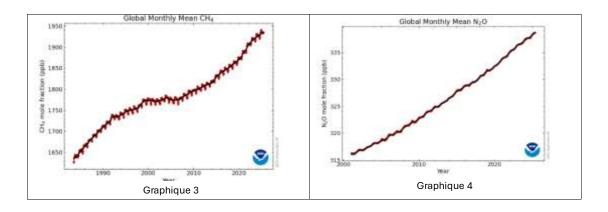
Le mensonge statistique simule une victoire (trop lente) sur la crise climatique

Cette dicotomie statistique donne lieu à un fort impact politico-idéologique. Quand on se base sur la sommation mondiale des biaisées statistiques nationales et non sur la lecture directe des GES dans l'armosphère, on peut affirmer comme le fait The Economist dans sa chronique climat du 7 novembre 2025 que malgré qu'il faille admettre que la cible de 1.5°C sera dépassée, « les émissions continuent d'augmenter, mais pas au même rythme qu'au cours de la première décennie du siècle » (voir graphique 1 ci-bas). Ce constat laisse entendre, comme le montre le fameux graphique du GIEC, l'atteinte bientôt d'un sommet des GES atmosphériques suivi d'une baisse mais trop lente par rapport aux cibles à atteindre... alors qu'aucune baisse ne pointe à l'horizon. Ainsi s'annoncerait une victoire du capitalisme vert tout-renouvelable, hydroélectricité et nucléaire inclus. Qu'importe que cette victoire trop tardive ne pouvant empêcher un dépassement du 1.5°C si ce n'est du 2°C nécessitera une orgie de projets de capture-séquestration de CO2, énergivores et coûteux, sans se soucier du dépassememt des points de bascule menant à un irrémédiable et infernale réchauffement. Plusieurs plaideront que dorénavant les énergies solaire et éolienne sont meilleur marché que celles fossiles

au point que l'addition annuelle de capacités d'énergies renouvelables dépasse désormais celle des énergies fossiles au niveau mondial. Peut-être, mais il faudrait se rappeler, dixit le journaliste expert de Radio-Canada, que « même si on parle de transition depuis des décennies et que les énergies renouvelables sont en forte croissance, les ressources fossiles représentent aujourd'hui pas moins de 81 % de la consommation énergétique mondiale. Ce taux représente un recul d'à peine 6 % depuis le Sommet de la Terre de Rio, en 1992, au moment de l'adoption de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques. » Il en conclue très pertinemment que « si les énergies renouvelables explosent dans de nombreux pays de la planète, elles s'ajoutent trop souvent aux combustibles fossiles, au lieu de les remplacer. La production de ces derniers ne diminue pas encore. » Ici surgit le démon de la croissance inhérente au capitalisme qui fait qu'au XXe siècle le pétrole et le gaz n'ont jamais remplacé le charbon dont l'usage n'a jamais cessé de croître.

Quand, dans la phrase suivante, le commentateur de *The Economist* constate que « [c]ette année sera la deuxième ou troisième année la plus chaude jamais enregistrée, prolongeant ainsi la série de températures exceptionnelles qui a débuté en 2023 », il n'explique pas la contradiction entre cause de GES soi-disant croissants à un taux décroissant et effet de température terrestre croissant à un taux croissant. Un coup d'œil rapide sur les graphiques de la NOAA montrant la hausse de la densité atmosphérique des trois principaux GES (graphiques 2, 3, 4) lui aurait pourtant révélé son erreur. Entre autres il est particulièrment évident que le taux de croissance du méthane, qui compte pour environ 20% des GES, fut sensiblement plus élevé dans la décennie 2010 que dans celle 2000. Il est cependant attristant que dans sa chonique l'habituellement critique journaliste expert de Radio-Canada soit tombé dans le même piège statistique. Depuis 2010, tant la hausse des incendies dans les forêts boréales que celle des guerres ont davantage contribuées aux hausses de CO2 tout comme celle du réchaufement à celle du méthane.





Cette manipulation statistique a pour but de masquer la faillitte de la COP de Paris d'il y a 10 ans, un génial coup de Jarnac médiatique de la part des grandes puissances de ce monde. « Alors que la COP30 s'ouvre au Brésil, à peine le tiers des pays ont soumis ou annoncé une nouvelle cible rehaussée [de CDN], bien qu'ils devaient tous le faire cette année [soit à chaque cinq ans après la COP de Paris en 2015] » d'avouer le journaliste de Radio-Canada. Pendant ce temps, l'hôte brésilien, ignorant que la COP28 ait proclamé « transitionner [et non sortir] hors des énergies fossiles dans les systèmes énergétiques [et non aussi de la pétrochimie ...] afin d'atteindre la neutralité carbone en 2050... » quelques jours avant le début de la COP30 a donné le feux vert à un nouveau mégaprojet d'exploration pétrolière en mer au large de l'Amazonie. Faut-il se surprendre que maints chefs d'État, et pas seulement Trump, dont ceux de la Chine, de l'Inde — et du Canada, pour qui désormais « comptent les résultats et non les cibles » qu'il botte <u>aux Calendes</u> grecques — aient décidé de bouder la COP30. Quant au gouvernement du Québec, dorénavant il donnera la priorité non à la mitigation, c'est-à-dire aux cibles vis-à-vis lesquelles les moyen d'action sont... trop chers, mais à l'adaptation dans la logique du chien qui court après sa queue. Non seulement le Premier ministre mais même le nouveau ministre de l'Environnement — alias « Lâchez-moi avec les GES! » — ne se rendront pas à Belém.

La question climatique n'est pas secondaire mais centrale à la rivalité ÉU-Chine

On dit que la question climatique, si urgente soit-elle, est devenue secondaire tellemet elle a été ensevelie par la prééminence de l'acharnée compétition capitaliste particulièrement celle géostratégique dans le nouveau contexte des rivalités impérialistes et sous-impérialistes dont la colonne vertébrale est la rivalité entre la Chine et les ÉU. Il faudrait plutôt dire que la question climatique, et écologique en général, est devenue le fil de plomb économique de cette rivalité en

voie de restructurer la géopolitique mondiale. Avec Trump, les ÉU se sont déclarés les champions des énergies fossiles pendant que la Chine celui des énergies renouvelables.

La Chine domine massivement la production mondiale d'équipements solaires, contrôlant plus de 80 % de la chaîne de valeur, et détient une part significative du marché des éoliennes, représentant 62 % des nouvelles installations mondiales en 2024. Elle domine aussi la production mondiale de véhicules électriques avec 70% de la production en 2024. C'est à ce point qu'elle connaît une grave crise de surproduction dans ces domaines ce qui l'oblige à se lancer à l'assaut du marché mondial d'autant plus que les ÉU essaient de bloquer l'ensemble de ses exportations pendant que son marché intérieur est empêtré dans une profonde crise immobilière. La supériorité technologique et surtout les bas prix de sa production lui permettent une hausse rapide de ses exportations dans ces domaines dans le cadre des pays liés aux nouvelles routes de la soie où la Chine exporte massivement ses capitaux. Y résistent par de hauts tarifs les puissances du vieil impérialisme, moins l'Europe qu'en premier lieu les ÉU avec le Canada qui suit tout en hésitant.

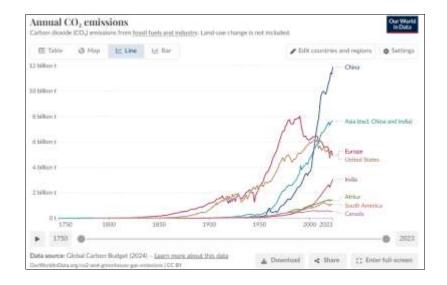
La domination chinoise est tellement forte que l'autre superpuissance, avec Trump, a fait le choix stratégique tranché de laisser tomber la compétition en faveur des énergies fossiles, abandonnant les grands projets capitalistes verts de la précédente présidence. Comme premier producteur mondial de pétrole et de gaz grâce à la production schisteuse — mais la Chine reste de très loin le premier producteur mondial de charbon, représentant à elle seule plus de la moitié de la production mondiale en 2023 — les ÉU sont devenus non seulement autosuffisants mais aussi quelque peu exportateurs. Comme superpuissance dominante, elle n'envisage pas, elle ne saurait envisager, de perdre le contrôle du marché mondial de l'énergie dont l'épine dorsale pour la domination du monde reste les transports, particulièrement ceux aériens et navals. Il lui faut donc garder le contrôle du Moyen-Orient, de loin la source du plus abondant pétrole bon marché, d'où sa stratégie basée sur l'alliance avec Israël génocidaire, son point d'ancrage garanti par son caractère de militarisée colonie de peuplement qui ne saurait se passer de l'appui étatsunien, et les pays du Golfe persique.

Cette alliance lui sert de point d'appui pour tenter, sans succès jusqu'ici, de neutraliser l'Iran et son allié irakien qui exportent des quantités importantes de pétrole vers la Chine. Certes, la Chine s'approvisionne en grande partie en Arabie saoudite mais plus encore en Russie dont elle est devenue la soupape de sûreté depuis sa guerre contre l'Ukraine. Ce lien pétrolier Russie-Chine se renforcissant explique la tentative trumpienne, jusqu'ici déjouée par Poutine, d'attirer la Russie dans son camp en lui sacrifiant l'Ukraine pour des avantages économiques dont une certaine mainmise sur son pétrole. Fait partie à la marge de ce grand jeu pétrolier la tentative trumpienne de mettre la main sur le Venezuela, membre de l'OPEP, qui détient les plus grandes réserves prouvées de pétrole au monde, représentant environ un cinquième des réserves mondiales, même si la crise interne du pays et les sanctions internationales à son égard en font pour l'instant un producteur secondaire.

La réalité ne se conforme pas aux stratégies mais montre la tendance réelle

Quand l'on examine l'évolution historique des émanations de gaz carbonique pour les grandes régions du monde (voir graphique ci-bas), on constate qu'il y a contradiction entre cette évolution et les choix stratégiques énergétiques des grandes puissances. Jusqu'à dernièrement, les pays du vieil impérialisme avaient opté pour le capitalisme vert en particulier l'Europe occidentale qui faisait figure de leader en la matière... et qui le reste sur papier par la peau des dents malgré le renforcement marqué de la droite qui invoque pour se défiler la guerre ukrainienne, la compétition avec la Chine et Trump. Aux ÉU, malgré Trump, les instances régionales et locales résistent surtout que les renouvelables coûtent souvent moins cher. À noter comment à vue d'œil le Canada est le dernier de la classe du G-7.

Quant à la Chine, le lobby du charbon n'a pas dit son dernier mot d'autant plus qu'il en faut beaucoup pour fabriquer de la mine au produit fini tous ces équipements pour l'énergie renouvelable. On annonce depuis un bout de temps que les émanations de la Chine vont bientôt plafonner. C'est possible mais ça n'en a pas l'air. Et comme le montre le graphique, l'épicentre de la production manufacturière mondiale, qui permet aux pays du vieil impérialisme d'exporter leurs GES, se déplace de la Chine vers l'Asie du sud-est puis vers l'Inde. Plus tard, ce pourrait être l'Afrique (et le Moyen-Orient) et l'Amérique du Sud. Et n'oublions pas que les statistiques derrière ce graphique sont biaisées, quoiqu'importent ici moins les chiffres absolus que les tendances.



Un rebondissement Solidaire qui aspire au projet de société du soin et du lien

Faut-il jeter la serviette ? Pour le dire à partir de mon petit coin du monde, le 8 novembre 2025, le parti de la gauche québécoise, Québec solidaire, malgré qu'il soit acculé électoralement dans les cordes, semble avoir décidé de prendre le taureau par les cornes, ou plus exactement par la corne de la lutte pour l'indépendance nationale. Il avait déjà élu une porte-parole femme d'origine palestinienne fervente indépendantiste. Il a élu un porte-parole homme d'origine italienne fervent indépendantiste... contre le choix de toustes les député-e-s qui s'étaient prononcé-e-s pour son adversaire plus pragmatique.

La base du parti annonce-t-elle qu'elle reprend le contrôle après la dérive centriste qui se prolonge ? Il est trop tôt pour le dire d'autant plus que l'indépendance nationale se décline à plusieurs saveurs. En tout cas, le parti s'aligne sur la jeunesse qui redécouvre l'indépendance. Laquelle ? Celle étriquée si ce n'est à saveur raciste du PQ ou celle de Québec solidaire libétratrice du fédéralisme financier-pétrolier, ce que le nouvel élu n'a cependant pas souligné, ouverte sur le monde et à l'immigration ? Mais cette ouverture l'est-elle auprès des nations autochtones quand on ne leur reconnaît pas le droit de se séparer du Québec sans lequel il n'y a pas de véritable droit à l'autodétermination ?

S'il y a une ultra-sensibilité qu'il faut attribuer à la jeunesse c'est bien celle de la conscience aigue de la crise climatique qui sur l'espace de sa vie risque d'entraîner le monde dans l'enfer de la terre-étuve non pas au rythme de réchauffement décroissant appuyé sur des statisques biaisées mais au rythme croissant des statistiques réelles appuyées sur la science détestée par l'extrême-droite. Cette extrême-droite n'a aucun rêve à proposer sauf le retour à une irréelle et impossible société traditionnelle sans justice sociale sur le dos des femmes, de LGBTQ+ et des personnes racisées. Exploitant la peur des lendemains et l'apparente impuissance populaire face au capitalisme, cet anti-projet de société verticaliste et austéritaire invite à se plonger la tête dans le sable pour ne pas voir venir le train catastrophique de la mort de l'humanité civilisée et pour se venger de ses misères sur les damné-es de la terre.

Cette jeunesse a besoin du rêve réalo-réaliste à faible coût d'un monde écoféministe du soin et du lien appuyé sur une économie de décroissance matérielle dite aussi écosocialiste. Il faut pour y parvenir le renversement du capitalisme des « multimilliardaires et les multinationales » dixit le nouvel élu, grands producteurs et instigateurs de GES, afin de construire une radicale démocratie régissant d'une main de fer la prétendue intouchable Finance. Voilà cette autre corne du taureau à saisir pour changer le monde et dont Québec solidaire ne s'est pas encore emparé en rejetant de son nouveau programme le concept clef de décroissance. Mais ce concept, non concrétisé par le rejet de l'auto solo, de la « villa campagnarde », de la publicité commerciale et de l'obsolescence planifiée, restait « théorique » ce qui en fait hésiter plusieurs ce qu'un député « pragmatique » avait souligné.

Marc Bonhomme, 10 novembre 2025, www.marcbonhomme.com; bonmarc1@gmail.com